

Investissements suisses en France : vers la modération

Autor(en): **Deàk, Isabelle**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique Suisse en France**

Band (Jahr): **78 (1998)**

Heft 1: **La Suisse 4e investisseur en France : implantations emplois secteurs d'activités**

PDF erstellt am: **28.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-889372>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Investissements suisse en France : Vers la modération

Résumé, par la Rédaction
de la Revue, de l'étude d'Invest in
France Agency Suisse, Zurich.

Cette étude a porté sur les
sociétés industrielles ou de servi-
ces à l'industrie dont 20 % du
capital est détenu au moins par
un groupe ayant la Suisse pour
pays d'origine. De même, elle ne
prend en compte que les investis-
sements significatifs,
c'est-à-dire ceux supérieurs à
10 millions FRF et contribuant
à la création d'au moins
10 emplois sur une période de
3 ans. Si la courbe de ces inves-
tisements semble stagnée ces
dernières années, il n'en va
apparemment pas de même pour
la création de très petites
structures qui,
selon certaines sources, semble,
sans qu'il soit possible de la
quantifier, prendre
une certaine importance.

Après une très forte
croissance enregis-
trée durant la pério-
de 1990-1992, les in-
vestissements indus-
triels suisses en France se sont stabi-
lisés. Sur fond de rachat d'entreprises
existantes - plus que de créations de
sites de production - on as-
siste en outre à une plus
grande diversification géo-
graphique des implanta-
tions suisses. Traditionnel-
lement situés en Alsace, en
Rhône-Alpes et en Ile-de-
France, certains investisse-
ments ont été réalisés dans
la Région PACA ou en
Aquitaine par exemple.

La Suisse, 4^{ème} investisseur étranger en France

Cette légère stagnation des inves-
tisements suisses ne modifie cepen-
dant en rien le classement général des
implantations étrangères en France.
La Suisse reste, avec 511 sites indus-
triels et 75.000 emplois, le 4^{ème} inves-
tisseur étranger en France, juste der-
rière les Etats-Unis, l'Allemagne et la
Grande-Bretagne. Entre 1992 et
1997, outre 30 extensions de site,
50 créations d'entreprises et 55 prises
de participations ou rachats de socié-
tés ont été identifiés. Cela représente
105 nouvelles implantations sur un to-
tal de 511 ; ce qui signifie que plus de
20 % des investissements industriels
suisse en France ont été réalisés ces

cinq dernières années, chif-
fre d'autant plus significa-
tif que l'attrait de la France
pour les grands groupes
helvétiques ne date pas
d'hier, l'implantation de
certains remontant même à
la fin du XIX^e siècle.



**Isabelle
Deak**

Revue
économique
Suisse en
France

**Sur les 50 créations
d'entreprises
suisse en France
ces cinq dernières
années, 60 % ont
été réalisées en
région frontalière.**

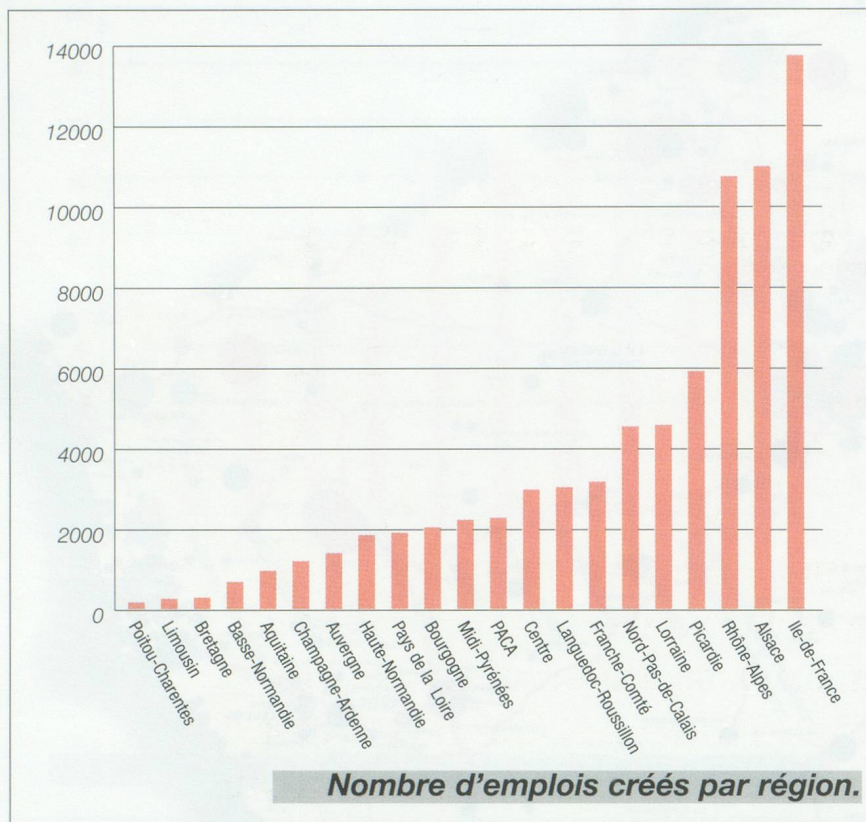
En ter-
mes d'im-
plantation, la
proximité avec la mai-
son-mère apparaît tou-
jours comme l'un des
principaux critères. Sur
les 50 créations d'entre-
prises suisses en France
enregistrées ces cinq
dernières années, 60 %

ont été réalisées en région limitro-
phe :

- 19 implantations en Alsace dont 15 dans le seul département du Haut-Rhin ;
- 6 implantations en Rhône-Alpes et
- 5 en Franche-Comté, dont 4 dans le Doubs, département le plus proche de la Suisse.

Il existe ainsi une sorte de barrière
temporelle que les industriels suisses
se refusent à franchir : celle des deux
heures de trajet entre la société-mère
et la société filiale. A l'intérieur de
cette zone, les dirigeants suisses
conservent la possibilité de se rendre
rapidement sur les lieux d'exercice de
leur pouvoir économique lorsque le
besoin s'en fait sentir. Ce souci de





notamment de l'évolution de la législation française.

On peut donc dire, en conclusion, qu'en matière d'investissements suisses en France, il y a plus d'expansion que de diversification de l'activité. La moitié des investissements sont réalisés dans les traditionnels pôles d'excellence de l'industrie suisse. Ils reflètent de même la structure de l'industrie suisse où se côtoient quelques grands groupes multinationaux et, majoritairement, un grand nombre d'entreprises de moins de 200 salariés. ■

Source : « L'investissement industriel suisse en France », octobre 1997. Etude réalisée par Invest in France Agency Suisse. Zeltweg 48, CH-8032 Zurich. Tél. 0041 1/261 45 00. E-mail : ifa@schweiz@access.ch

les moyens de financer une R+D de plus en plus coûteuse. Citons comme exemple le rachat des Laboratoires Henri Faure intégrés à la division ophtalmologie de Ciba Vision (aujourd'hui appartenant au groupe Novartis) et celui, par la Société Jago Pharma AG (Muttentz), d'une société française implantée dans l'Ain et spécialisée dans la fabrication de molécules à libération programmée. L'augmentation des acquisitions suisses est également assez nette dans le secteur agro-alimentaire français, à une moindre échelle dans ceux de la haute-technologie (rachat d'HPF par le groupe suisse ASCOM, par ex.), de l'emballage et du traitement des métaux et, enfin, des machines d'équipement (le groupe suisse Bucher a ainsi renforcé sa présence dans le domaine des machines agricoles en rachetant, respectivement en 1993 et 1996, les sociétés Audureau et Nodet).

Le développement des biotechnologies a également une nette influence sur les investissements suisses en France. A l'interface de deux secteurs de pointe (la chimie-pharmacie et l'agro-alimentaire) on assiste depuis quelque temps tant à des créations que des extensions de sites ainsi qu'à des rachats de laboratoires. Le secteur de l'environnement a également le vent en poupe en raison

Forte augmentation des investissements étrangers en France en 1997

Lors d'une conférence de presse donnée en février dernier par le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1997 a été une année record en matière de décisions d'investissements étrangers. 24.212 emplois ont ainsi été créés, soit une progression de 6 % par rapport à 1996. 362 projets ont vu le jour avec, en tête, l'Allemagne (70 projets ; 4.328 emplois), suivie par les Etats-Unis (59 projets ; 4.055 emplois). La Suisse arrive au 8^e rang avec 30 projets représentant 1.122 emplois. En termes de secteurs d'investissement, l'automobile arrive en tête (18 % des emplois créés) ; vient ensuite celui de l'électronique/télécommunications/informatique avec 16 % des emplois créés. La décision de la firme japonaise Toyota Motor Corporation d'implanter son site de production européen dans le Nord/Pas de Calais permet à cette région de décrocher la palme

d'or (55 projets d'installation ; 5.076 emplois créés). Notons d'ailleurs que la présence suisse dans le Nord de la France n'est pas négligeable puisque cette région accueille des entre-

En tête, l'Allemagne, suivie par les Etats-Unis. La Suisse arrive au 8^e rang (30 projets, 1.122 emplois).

prises importantes telles Danzas, Nestlé, Sika, ABB, Alusuisse, Holderbank...

Le reste du classement est sans surprise. En deuxième position se trouve l'Ile-de-France (26 projets ; 2.346 emplois), suivie de près par l'Alsace (34 projets ; 2.059 emplois) et par Rhône-Alpes (33 projets ; 1.911 emplois).

Lors de cette conférence de presse, Jean-Louis Guigou, Délégué à l'Aménagement

du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR) relevait d'ailleurs que « COMME TOUJOURS, CE SONT LES RÉGIONS À L'EST DE LA LIGNE LILLE-PARIS-LYON-MARSEILLE - LPLM - QUI SONT LES PRINCIPALES BÉNÉFICIAIRES DE CES INVESTISSEMENTS SURTOUT EUROPÉENS. »

En vue de renforcer l'action des différents organismes français œuvrant à l'implantation d'entreprises étrangères en France, Dominique Voynet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement a annoncé la création d'une agence nationale qui « permettra de renforcer et de mieux regrouper les moyens de l'Etat, des collectivités et des entreprises consacrés à la prospection des investisseurs étrangers. » **Dossier de presse disponible auprès de la Rédaction de la Revue. Tél. 0033 1 48 01 05 51**